



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

**Trente-cinquième session**

**Montego Bay (Jamaïque), 5-8 mars 2018**

**Éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes en Amérique latine et dans les Caraïbes**

## Résumé

En 2016, la faim et l'insécurité alimentaire en Amérique Latine et dans les Caraïbes ont progressé pour la première fois depuis vingt ans. Par ailleurs, l'excès pondéral et l'obésité sont devenus des problèmes de santé publique, en raison de leurs effets importants sur la santé et le bien-être de millions de personnes.

Si cette tendance se poursuit, les objectifs de l'Initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025» et l'objectif Faim zéro du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne seront pas atteints. Pour inverser cette tendance, il faut que toute la région renouvelle son engagement politique, notamment les gouvernements, les parlements, les organisations de la société civile, le secteur privé et les universités, et porte une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, comme les femmes, les enfants, les personnes âgées et les populations autochtones.

Il est urgent de mettre en œuvre un nouvel éventail de politiques publiques destinées aux familles qui vivent dans les territoires les plus défavorisés de la région en ce qui concerne la faim, c'est-à-dire un programme qui s'appuie sur des cadres institutionnels et normatifs renforcés, qui associe des programmes productifs et sociaux et qui soit également accompagné d'une augmentation des investissements et d'un renforcement des capacités qui correspondent à la dimension du défi, et des mesures visant à réduire la vulnérabilité face au changement climatique.

La forte incidence de l'excès pondéral et de l'obésité est principalement due aux changements drastiques dans les habitudes alimentaires qui se sont produits dans la région ces dernières décennies. Pour relever ce défi, il faut mettre en œuvre des mesures qui contribuent à la transformation du système alimentaire actuel, afin que celui-ci garantisse l'approche nutritionnelle

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*



LARC35

adoptée et qu'il contribue à fournir une alimentation saine à toute la région, en particulier aux plus pauvres et aux plus vulnérables.

**Recommandations à l'intention de la Conférence régionale:**

- Reconnaître que, dans la région Amérique latine et Caraïbes, la lutte contre la faim régresse et que l'excès pondéral et l'obésité augmentent de façon alarmante. Souligner le fait que pour relever ce double défi les États et l'ensemble de la société ont un rôle à jouer et reconnaître que la décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) est l'occasion de mettre en œuvre les engagements pris par les États lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition.
- Demander à la FAO, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Plan de la CELAC pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim à l'horizon 2025, d'aider les États Membres à élaborer un programme consacré aux territoires qui concentrent la plus forte prévalence de faim, de pauvreté extrême et de vulnérabilité face au changement climatique.
- Prier instamment la FAO d'aider, en collaboration avec les autres institutions du système des Nations Unies, les pays à perfectionner leurs instruments d'intervention politique, afin d'obtenir un changement substantiel des conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés défavorisées, notamment les femmes rurales, la population autochtone et les autres groupes vulnérables.
- Demander à la FAO d'intégrer, en partenariat avec d'autres institutions et acteurs, l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques ayant des effets sur la transformation des systèmes alimentaires dans l'aide qu'elle apporte aux pays, afin de commencer à s'attaquer au problème de l'excès pondéral et de l'obésité dans la région.
- Demander à la FAO de donner, en plus de l'appui qu'elle fournit pour renforcer les cadres institutionnels et juridiques et les systèmes d'information en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la priorité au renforcement des capacités permettant de mobiliser et d'utiliser des ressources et de mettre en œuvre et gérer efficacement les programmes.

## I. Introduction

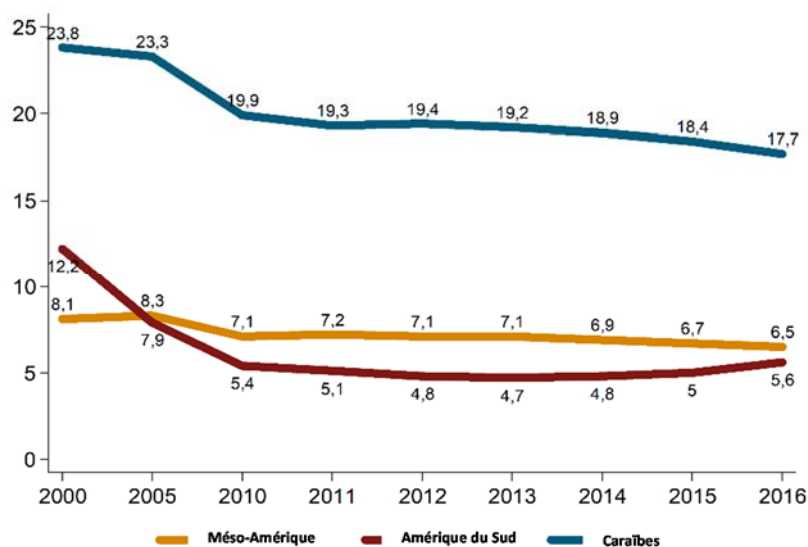
1. Aujourd'hui, la faim progresse dans la région Amérique latine et Caraïbes et ce changement de tendance est inacceptable au regard des progrès réalisés ces dernières décennies. De 2015 à 2016, le nombre de personnes sous-alimentées dans la région a augmenté de 2,4 millions et a atteint un total de 42,5 millions, soit 6,6 pour cent de la population. Parallèlement, des estimations qui s'appuient sur des données collectées auprès d'adultes du monde entier montrent qu'en 2016, 38 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire grave dans la région<sup>1</sup>.

2. Les chiffres qui permettent de suivre la situation en matière de malnutrition dans le cadre de l'ODD 2 montrent une baisse de la dénutrition chronique et aiguë chez l'enfant, qui concernaient respectivement 11 et 1,3 pour cent des moins de cinq ans en 2016. En revanche, il est inquiétant que la prévalence de l'excès pondéral chez l'enfant atteigne 7 pour cent, soit un point de plus que la moyenne au niveau mondial.

3. L'évolution de la sous-alimentation au niveau sous-régional de 2000 à 2016 (voir figure 1) permet d'observer qu'à partir de 2013, la faim en Mésio-Amérique et dans les Caraïbes a baissé continuellement. En revanche, en Amérique du Sud, on a enregistré une hausse importante, qui s'explique principalement par la contraction économique dont souffre la région depuis 2015, par la baisse des prix des matières premières, qui sont le principal produit d'exportation de la région, et par la situation d'incertitude politique et d'instabilité.

**Figure 1**

**Valeurs annuelles (2000-2016) de la prévalence de la sous-alimentation dans les sous-régions de l'Amérique latine et des Caraïbes.**



Source: FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la santé (OMS), 2017. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI) 2017*. Rome.

<sup>1</sup> Selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (également connue sous le sigle anglais FIES). FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017a. *Panorama de la Seguridad Alimentaria y Nutricional en América Latina y el Caribe 2017*. Santiago, FAO.

4. En ce qui concerne la dénutrition chronique, qui se mesure d'après la prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, la tendance de l'indicateur est à la baisse dans les sous-régions ces 26 dernières années. Pour 2016, la prévalence était de 15,4 pour cent en Mésio-Amérique, de 9,5 pour cent en Amérique du Sud et de 5,3 pour cent dans les Caraïbes<sup>2</sup>.

5. Il est donc important de noter que l'excès pondéral et l'obésité sont en progrès constant dans tous les pays de la région et dans tous les groupes d'âge, indépendamment du niveau de richesse ou de la situation géographique<sup>3</sup>. De fait, dans vingt-quatre pays, la prévalence de l'obésité chez la population adulte est de presque 20 pour cent, voire plus<sup>4</sup>.

6. La carence en micronutriments est un autre indicateur de malnutrition, qui ne fait pas partie des indicateurs de l'ODD 2, mais s'avère important dans le domaine de la santé et de la nutrition. À titre d'exemple, en 2016, 22 pour cent des femmes en âge de procréer souffraient de carences en fer ou d'anémie, ce qui peut avoir des incidences sur la santé de la mère, mais aussi sur celle du nourrisson et sur le développement futur de l'enfant<sup>5</sup>.

7. Si cette tendance n'évolue pas considérablement et si d'importants progrès ne sont pas réalisés, la région ne pourra pas éliminer la faim d'ici à 2025, comme elle s'y est engagée dans le cadre de l'initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025» et du Plan de la CELAC pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim à l'horizon 2025 (Plan SAN CELAC), ni d'ici à 2030, ce qui met en péril la réalisation de l'ODD 2. Ce scénario montre donc que, dans la région, la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate est menacée, en particulier en ce qui concerne les plus pauvres et les plus vulnérables.

## II. Faim zéro: éliminer la faim dans les territoires les plus défavorisés

8. Pour éliminer la faim, il faudra redoubler d'efforts et faire porter ceux-ci sur les zones de population qui ont réalisé le moins de progrès ou sont en retard. Les données disponibles sur la pauvreté et la malnutrition ventilées par zone et revenu montrent que ces problèmes se concentrent principalement sur les territoires ruraux qui manquent de services publics, qui sont difficiles d'accès et qui sont très vulnérables face à des phénomènes climatiques de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses. Ce problème concerne plus particulièrement les familles les plus pauvres qui vivent de l'agriculture ou d'autres activités liées à l'exploitation de ressources naturelles et touche encore plus fortement les femmes, les enfants et les populations autochtones<sup>6</sup>.

9. Dans le cadre des différents engagements internationaux et régionaux, dont les échéances approchent et dont les objectifs sont sur le point d'être réalisés, il est indispensable de s'appuyer sur la dynamique et l'expérience de la région pour que l'objectif de Faim zéro devienne une réalité.

---

<sup>2</sup>FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. *Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe 2016*. Santiago, FAO.

<sup>3</sup> À titre d'exemple, les pays ayant la prévalence d'excès pondéral la plus élevée chez les moins de cinq ans sont la Barbade (12,2 pour cent), le Paraguay (11,7 pour cent) et le Chili (9,3 pour cent). FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017a. *op. cit.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> À titre d'exemple, au Belize, en Bolivie (État plurinational de), en Colombie, au El Salvador, au Guatemala, au Guyana, en Haïti, au Pérou, et au Suriname, la prévalence de la dénutrition chronique chez l'enfant en milieu rural est supérieure de 50 pour cent par rapport à celle que l'on constate en milieu urbain. Dans ces mêmes pays, la prévalence moyenne de la dénutrition chronique chez l'enfant des deux quintiles ayant les revenus les plus faibles est deux ou trois fois supérieure à celle des deux quintiles ayant les revenus les plus élevés. FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. *op. cit.*

10. Pour que les efforts déployés soient plus efficaces et plus efficaces, il faut donc mettre en œuvre et évaluer de nouvelles politiques et des instruments élaborés pour intervenir en faveur des territoires et des populations les plus vulnérables. La FAO propose notamment de travailler, en collaboration avec d'autres institutions comme le PAM, le FIDA et d'autres organismes de coopération, sur quatre domaines de coopération en vue d'atteindre cet objectif ambitieux:

### A. Le renouvellement de l'engagement politique

11. Il ne sera possible d'éliminer la faim et la malnutrition dans les territoires présentant le plus de difficultés que si différents secteurs et acteurs de la société s'engagent dans une large mesure à assurer la durabilité et la légitimité politique et sociale des changements nécessaires à l'accomplissement de cet objectif. La région a l'avantage d'avoir été pionnière en matière de mise en œuvre d'accords et de mécanismes visant à atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) peut constituer un cadre utile pour transformer les engagements politiques existants en actions efficaces.

12. Le Plan SAN (sécurité alimentaire et nutritionnelle) de la CELAC, quant à lui, témoigne de l'engagement des trente-trois pays de la région et facilite le dialogue sur les politiques visant à établir un lien entre la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des thèmes tels que le changement climatique, la parité et les systèmes alimentaires et la nutrition<sup>7</sup>. L'appui à la mise en œuvre du Plan peut constituer un moyen efficace pour favoriser le renouvellement de l'engagement politique en matière d'élimination de la faim et pour concentrer les actions sur les territoires qui présentent encore des niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle élevés.

13. Les parlementaires sont également devenus des acteurs essentiels à la concrétisation du droit à une alimentation adéquate. Pour preuve, il existe actuellement dix-neuf fronts parlementaires contre la faim au niveau national<sup>8</sup> qui ont adopté seize lois ou ajustements normatifs en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national et, récemment, quatre lois types du Parlement latino-américain et caribéen (PARLATINO)<sup>9</sup>.

14. La réalisation de l'objectif Faim zéro implique également que la région fasse mieux en matière de prévention et réduction des pertes et gaspillages de nourriture en encourageant l'innovation sociale et technologique, ce qui demande un engagement clair et une collaboration de la part du secteur privé et des consommateurs. Les données montrent que dans le cas du commerce de détail, par exemple, cette réduction permettrait de satisfaire les besoins énergétiques de 36 millions de personnes<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> On peut citer à titre d'exemple la réunion de travail intitulée «La sécurité alimentaire et le changement climatique: problèmes rencontrés et possibilités en Amérique Latine et dans les Caraïbes», qui s'est tenue à Santiago de los Caballeros (République dominicaine) en août 2016, l'approbation de la stratégie sur la parité du Plan SAN de la CELAC (janvier 2017) de la part des pays membres de la Communauté et le «Colloque régional sur les systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine», qui s'est tenu au Salvador en septembre 2017. La FAO appuie ces espaces de dialogue de la CELAC.

<sup>8</sup> On trouve des fronts parlementaires nationaux en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au El Salvador, en Équateur, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Paraguay, au Pérou, en République dominicaine, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et en Uruguay.

<sup>9</sup> Loi type relative à «La réglementation de la publicité et de la promotion des aliments et des boissons non alcoolisées destinés aux enfants et aux adolescents» ([http://www.parlatino.org/pdf/leyes\\_marcos/leyes/proyecto-regulacion-publicidad-regulacion-pma-30-nov-2012.pdf](http://www.parlatino.org/pdf/leyes_marcos/leyes/proyecto-regulacion-publicidad-regulacion-pma-30-nov-2012.pdf)), Loi-type relative à la petite agriculture ([http://parlatino.org/pdf/leyes\\_marcos/leyes/ley-agricultura-familiar-esp.pdf](http://parlatino.org/pdf/leyes_marcos/leyes/ley-agricultura-familiar-esp.pdf)), Loi-cadre relative à l'alimentation scolaire ([http://www.parlatino.org/pdf/leyes\\_marcos/leyes/ley-alimentacion-escolar-pma-19-oct-2013.pdf](http://www.parlatino.org/pdf/leyes_marcos/leyes/ley-alimentacion-escolar-pma-19-oct-2013.pdf)).

<sup>10</sup> FAO. 2016. *Pérdidas y desperdicios de alimentos en América Latina y el Caribe* (Pertes et gaspillages de nourriture en Amérique Latine et dans les Caraïbes). FAO, Santiago. Pour s'attaquer à ce problème, l'Alliance régionale pour la prévention et la réduction des pertes et gaspillages de nourriture s'est dit favorable à la mise en œuvre de politiques spécifiques. L'Argentine a, par exemple, mis en œuvre le Programme national de réduction des pertes et gaspillages de nourriture. FAO. 2016. *op. cit.*

15. La FAO peut continuer à donner une meilleure visibilité aux défis liés à la faim et à la malnutrition dans la région en produisant et en communiquant des données et en fournissant des espaces de dialogue visant à sensibiliser les différents acteurs de la société. Elle peut également continuer à aider les pays à élaborer, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques, les cadres juridiques et le renforcement institutionnel en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **B. Les politiques, programmes et stratégies axés sur les territoires et les populations défavorisés**

16. L'association de politiques productives et sociales à grande échelle a été essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'un grand nombre de personnes dans la région<sup>11</sup>. Dans le cadre de l'engagement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de ne pas faire de laissés-pour-compte<sup>12</sup> et dans un contexte régional de croissance économique moindre et d'augmentation du chômage, ce type d'intervention «sur deux fronts» revêt encore plus d'importance.

17. Il est indispensable d'élargir la portée des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de perfectionner les moyens d'intervention, afin d'en améliorer les effets sur les conditions de vie des familles qui vivent dans les territoires les plus défavorisés. Les initiatives qui jusqu'ici ont permis de faire baisser les chiffres élevés de la faim au cours de la dernière décennie doivent être redéployées vers les zones rurales qui en ont le plus besoin, les plus vulnérables face aux événements climatiques et qui sont concernées par les migrations et doivent comprendre des objectifs qui portent sur l'amélioration de la nutrition. Le travail auprès de ces communautés, dont nombre d'entre elles appartiennent à des groupes autochtones, demande d'adopter une approche innovante en matière de politiques publiques, qui mette les territoires et leurs besoins au centre du cycle des politiques. Ainsi, la FAO met actuellement en place une collaboration avec le FIDA et la CEPALC, afin d'améliorer l'approche territoriale des programmes dans les zones rurales.

18. Dans ces territoires, la FAO peut appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de nouveaux programmes mieux coordonnés et mieux alignés, qui améliorent la disponibilité des produits à forte valeur nutritionnelle et leur accès durable, l'offre et l'utilisation des aliments locaux, ou le renforcement des capacités, afin de diversifier les revenus issus des activités agricoles ou non agricoles, principalement en favorisant les possibilités d'emploi pour les jeunes. Il est indispensable que ces initiatives soient associées efficacement aux systèmes intégraux de protection sociale et à l'amélioration de la couverture et de la qualité des services de santé et d'éducation.

19. Par exemple, afin d'améliorer l'alimentation des générations futures et d'aider à dynamiser les économies locales, la FAO, en coordination avec le PAM, peut aider à faire en sorte que la couverture nationale des programmes d'alimentation scolaire qui existent dans presque tous les pays de la région soit élargie et que les menus soient alignés sur les recommandations nutritionnelles du pays, notamment les composantes sur l'éducation nutritionnelle, les jardins potagers scolaires pédagogiques et l'achat direct de produits issus de la petite agriculture.

### **C. Des investissements et des capacités pour améliorer la mise en œuvre des politiques**

20. Malgré les cadres politiques, institutionnels et juridiques, l'une des difficultés qui se présentent quand il s'agit d'améliorer les effets des initiatives en faveur des territoires ayant les taux de faim les plus élevés est le manque de ressources financières et la difficulté pour les gérer et les utiliser plus efficacement.

---

<sup>11</sup> On trouvera des exemples dans les éditions 2013, 2014 et 2017 du *Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe*, FAO.

<sup>12</sup> FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017a. *op. cit.*

21. S'il est difficile de faire une estimation des investissements en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau régional, on sait que les dépenses publiques en faveur de l'agriculture mesurées en pourcentage du PIB<sup>13</sup> ont diminué de 2013 à 2015. Les efforts budgétaires ont également diminué dans le domaine social: par exemple, les investissements dans les programmes d'aides assorties de conditions sont passés de 0,38 pour cent à 0,33 pour cent du PIB, en raison de coupes dans les dépenses de certains pays<sup>14</sup>. Enfin, ces dernières années plusieurs donateurs habituels de la région ont réduit leurs contributions.

22. Face à cette situation, la FAO peut aider les pays et les instances régionales à élaborer des initiatives qui permettent de mobiliser des ressources nationales et provenant de la coopération internationale, afin de s'attaquer à l'insécurité alimentaire dans les territoires les plus touchés.

23. En partenariat avec d'autres organisations, il est possible de déterminer, lors des phases d'approbation et de mise en œuvre, quels sont les éléments du cycle budgétaire qui permettent d'améliorer son efficacité en matière de ciblage et d'utilisation en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. De son côté, la FAO peut également promouvoir le renforcement des capacités et la Coopération Sud-Sud, afin que les fonctionnaires nationaux et locaux bénéficient d'une meilleure connaissance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des programmes en la matière, notamment les instruments et les mécanismes de gestion, de suivi et d'évaluation.

#### **D. Systèmes de contrôle, de suivi et d'évaluation: des politiques mieux ciblées et plus transparentes**

24. Pour susciter de plus d'investissements et améliorer la gestion des programmes consacrés à la lutte contre la faim et la malnutrition et élargir leur couverture, il faut également renforcer la collecte et l'analyse de données qui facilitent la prise de décision et l'évaluation des résultats. La prise de décisions fondée sur des données factuelles, ventilées par sexe, spécificités ethniques et territoires améliorera l'efficacité et la durabilité des politiques sur le long terme.

25. En ce qui concerne le suivi de l'ODD 2, il faut également renforcer les systèmes nationaux de statistique et d'information, car ce sont les pays qui sont chargés de l'établissement des rapports sur leurs objectifs.

26. Il est particulièrement pertinent que la FAO fournisse une assistance technique pour former les acteurs du secteur public chargés de la production et de l'interprétation d'informations. Ces formations concernent non seulement les 21 indicateurs de l'ODD 2 pour lesquels ces acteurs ont une responsabilité particulière, mais également l'élaboration des enquêtes nationales sur la population et des recensements et enquêtes agricoles, qui fournissent des informations essentielles permettant de disposer d'indicateurs pour le Programme 2030. L'appui proposé aux pays est une occasion unique de produire les indicateurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle inclus dans le cadre de suivi mondial du programme 2030: l'indicateur sur la sous-alimentation et la prévalence de l'insécurité alimentaire aux niveaux modéré et grave, mesurée au moyen de l'échelle de l'insécurité alimentaire vécue, de l'ODD 2 et l'indicateur sur les pertes et gaspillages alimentaires de l'ODD 12.

27. La FAO peut également aider ses États Membres à renforcer les travaux de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle encore réalisés dans certains espaces de gouvernance institutionnelle, travaux qui permettent de récupérer les points à améliorer en matière d'élaboration institutionnelle des politiques de lutte contre la faim et la malnutrition.

---

<sup>13</sup> <http://www.fao.org/economic/ess/investment/expenditure/en/>.

<sup>14</sup> Cecchini, S. et Atuesta, B. 2017. *op. cit.*

### III. Améliorer la nutrition: relever le défi de l'excès pondéral et de l'obésité

28. L'excès pondéral et l'obésité sont devenus des problèmes de santé publique dans la région, en raison de leurs effets importants sur la santé et le bien-être de millions de personnes. En outre, l'augmentation rapide des coûts des traitements contre les maladies chroniques non transmissibles dues à une mauvaise alimentation est un poids financier de plus en plus important pour les pays<sup>15</sup>.

29. Dans la majorité des pays la prévalence de l'excès pondéral chez l'enfant est encore concentrée dans les quintiles ayant les revenus les plus élevés, mais les recherches suggèrent que le lien entre ces deux éléments n'est pas si évident. Ainsi, alors que dans les pays à faibles revenus l'obésité est plus fréquente dans le groupe des quintiles les plus riches<sup>16</sup>, dans les pays à revenus moyens, qui constituent la majorité des pays de la région, elle tend à se déplacer vers les groupes à faibles revenus, en fonction de l'augmentation du revenu national<sup>17</sup>. Par ailleurs, dans les pays bénéficiant des revenus les plus importants, la population ayant le niveau socioéconomique le plus élevé est moins touchée par l'obésité infantile<sup>18</sup>.

30. L'excès pondéral et l'obésité ont des caractéristiques différentes en fonction des groupes de population. À titre d'exemple, la proportion de femmes adultes souffrant d'obésité est supérieure à celle des hommes et dans plus de vingt pays la différence est de plus de 10 points de pourcentage.

31. Ce phénomène a plusieurs explications, mais il est principalement dû aux changements radicaux qui ont eu lieu dans les habitudes alimentaires de la région ces trente dernières années, qui se caractérisent désormais par la consommation de produits riches en huiles comestibles, en graisses saturées, en sel, en sucre et en édulcorants, ainsi que par l'augmentation de la consommation de calories et de nutriments provenant de sources animales, au détriment de la consommation de légumineuses, de céréales, de fruits et de légumes<sup>19</sup>.

32. Parmi ces évolutions, la généralisation de l'offre et de la consommation de produits transformés riches en sel, sucre et graisses est particulièrement frappante. Au cours des années 2000, les ventes de ces produits ont progressé de 48 pour cent dans la région. Elles représentent désormais 16 pour cent environ du total des ventes d'aliments et augmentent annuellement de 3,1 pour cent de plus que la moyenne mondiale<sup>20</sup>.

33. Ce constat met également en lumière le fait que les moyens qui permettaient aux personnes d'accéder aux aliments ces dernières décennies ont changé. Les marchés, qui prédominaient au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ont laissé la place aux grandes chaînes de supermarchés, aux entreprises transnationales d'alimentation et aux enseignes internationales de restauration rapide. Le poids des ventes réalisées

---

<sup>15</sup> FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. *op. cit.*

<sup>16</sup> Dinsa, G.D., Goryakin, Y., Fumagalli, E. et Suhrcke, M. 2012. *Obesity and socioeconomic status in developing countries: a systematic review* (Étude systématique sur l'obésité et le statut socioéconomique dans les pays en développement). Dans *Obesity Reviews*, 13(11), 1067-79.

<sup>17</sup> Monteiro, C. A., Moura, E.C., Conde, W.L. et Popkin, B. M. 2004. *Socioeconomics status and obesity in adult populations of developing countries: a review* (Étude du statut économique et de l'obésité dans la population adulte des pays en développement). Dans *Bulletin of the World Health Organization*, 82(12), 940-6.

<sup>18</sup> OMS. 2014b. *Plan de aplicación integral sobre la nutrición materna, del lactante y del niño pequeño* (Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant). OMS Genève.

<sup>19</sup> Il y a quelques dizaines d'années, ce type d'habitudes alimentaires était caractéristique des pays à revenu élevé, mais aujourd'hui on constate qu'elles concernent de plus en plus de pays en développement. Popkin, B., Adair, L. et Ng, S.W. 2012. *Now and then: the global nutrition transition: the pandemic of obesity in developing countries* (ici et maintenant: la transition nutritionnelle mondiale – La pandémie de l'obésité dans les pays en développement). Dans *Nutrition reviews*, 70 (1), 3-21.

<sup>20</sup> OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2015. *Alimentos y bebidas ultraprocesados en América Latina y el Caribe: tendencias, efecto sobre la obesidad e implicaciones para las políticas públicas* (Aliments et boissons ultratransformés en Amérique Latine et dans les Caraïbes: tendances, effets sur l'obésité et incidences en matière de politiques publiques). OPS (Organisation panaméricaine de la santé), Washington D.C.



dans les supermarchés par rapport au total des ventes d'aliments dans la région est passé de 15 pour cent en 1990 à 60 pour cent en 2000<sup>21</sup>.

34. Cette transformation rapide a également des conséquences sur les nouveaux moyens de production, de transformation, de transport et de commercialisation, sur la façon de vendre les aliments, sur l'évolution de la consommation et des pratiques culturelles et sur les environnements alimentaires en question. Ainsi, pour lutter contre l'accroissement de l'excès pondéral et de l'obésité dans la région, il faut mettre en œuvre des stratégies permettant de reprendre la main sur l'ensemble du système alimentaire et mettre l'accent sur la promotion de régimes alimentaires nutritifs et sains. Dans ce but, la FAO propose deux axes de coopération:

#### A. Une offre d'aliments sains et diversifiés

35. Les systèmes alimentaires fournissent une offre alimentaire de plus en plus homogène<sup>22</sup>, mais les habitudes alimentaires actuelles se caractérisent par une forte consommation de produits à valeur énergétique élevée, généralement à bas prix et dont la composition nutritionnelle est pauvre. C'est encore pire dans les familles à faibles revenus, qui consacrent en général un plus grand pourcentage de leurs revenus à l'alimentation. Les mesures visant à garantir une bonne alimentation et à disposer d'aliments sains, nutritifs, diversifiés et accessibles à tous revêtent donc une importance particulière.

36. Il faut donc que le rôle des systèmes alimentaires ne consiste plus simplement à «alimenter», mais à «bien nourrir» la population<sup>23</sup>, ce qui implique de prendre en compte tant les effets nutritionnels de l'alimentation que ses effets sociaux et environnementaux, en vue de l'augmentation de la disponibilité d'aliments adaptés du point de vue nutritionnel<sup>24</sup>.

37. Afin de disposer d'aliments plus variés et plus sains, la FAO peut contribuer au renforcement des mesures prises dans des domaines sur lesquels les pays de la région travaillent déjà et qui consistent notamment à:

a) Encourager la production d'aliments sains (légumineuses, fruits, légumes, plantes potagères, etc.) issus, si possible, de la petite agriculture;

b) Mettre en place des circuits courts, c'est-à-dire intégrer de façon plus étroite et plus rapprochée les producteurs et les consommateurs, ce qui réduirait le nombre d'intermédiaires<sup>25</sup>, au moyen d'espaces de vente tels que les marchés et les *ferias libres*<sup>26</sup>, les marchés traditionnels ou les petits commerces locaux d'alimentation ou au moyen de la promotion d'accords entre les producteurs et les chaînes de vente au détail<sup>27</sup>, ainsi qu'en

<sup>21</sup> Popkin, B., Adair, L. et Ng, S.W. *op. cit.*

<sup>22</sup> Khoury, C.K., Bjorkman, A.D., Dempewolf, H., Ramirez Villegas, J., Guarino, L., Jarvis, A., Rieseberg, L.H. et Struik, P.C. 2014. *Increasing homogeneity in global food supplies and the implications for food security* (Le renforcement de l'homogénéité de l'offre alimentaire mondiale et ses conséquences sur la sécurité alimentaire). Proc. Natl. Acad. Sci. USA (Comptes-rendus de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique) 111, 4001–4006 (2014).

<sup>23</sup> *Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition* (Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition). 2016. *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century (Régimes et systèmes alimentaires: relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle)*. Londres.

<sup>24</sup> FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. *op. cit.*

<sup>25</sup> CEPAL, FAO et IICA (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture). 2015. *Fomento de circuitos cortos como alternativa para la promoción de la agricultura familiar* (Le renforcement des circuits courts comme solution alternative à la promotion de la petite agriculture) CEPAL, Santiago (Chili).

<sup>26</sup> Au Chili, par exemple, les *ferias libres* (marchés) approvisionnent 70 pour cent du marché intérieur des fruits et légumes et 30 pour cent du marché des poissons. CEPAL, FAO et IICA (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture). 2015. *op. cit.*

<sup>27</sup> En Équateur, le manuel des bonnes pratiques commerciales pour les supermarchés et les fournisseurs indique que les supermarchés doivent acheter 15 pour cent de leurs produits à des fournisseurs locaux, ce qui permet d'inclure la petite agriculture dans les grandes chaînes de commercialisation d'aliments

renforçant les liens entre la ville et la campagne, en particulier les localités petites et moyennes.

c) Améliorer et moderniser l'accès aux marchés de gros et leur fonctionnement, afin de faciliter l'accès à des aliments frais et sains pour la population des zones urbaines et rurales<sup>28</sup>.

d) Renforcer les programmes d'achats publics et les systèmes d'approvisionnement alimentaire: l'État prend des mesures pour corriger les asymétries d'accès aux marchés, afin de réguler avec une certaine marge les stocks et le prix de certains aliments de base et de garantir ainsi l'approvisionnement en cas de crise économique ou de catastrophe naturelle<sup>29</sup>.

e) Renforcer le commerce, de sorte à augmenter l'offre d'aliments ne présentant pas de danger sur la santé et plus nutritifs pour toute la population, notamment en promouvant des produits alimentaires ayant des taux de sucre, de graisses et de sel plus faibles et en favorisant un commerce qui prenne en compte les particularités culturelles et valorise les pratiques culinaires saines.

f) Établir des partenariats avec le secteur privé, afin de promouvoir la vente d'aliments plus divers et plus sains dans les supermarchés ou autres types de chaînes commerciales, en particulier dans les zones urbaines et rurales les plus vulnérables.

## **B. Accès à des aliments variés et sains et leur consommation**

38. Afin que les politiques d'appui à la production et à l'accès aux aliments aboutissent à une amélioration de la nutrition, on sait qu'il est important d'optimiser les environnements alimentaires et l'accès des consommateurs à l'information et à l'éducation alimentaire. Les initiatives ayant des effets positifs dans ce domaine et pour lesquelles la FAO peut offrir un appui aux pays sont notamment:

a) La promotion de programmes de protection sociale visant à réduire la fracture entre les zones rurales et urbaines, en particulier en ce qui concerne les revenus des populations les plus vulnérables, afin que celles-ci puissent couvrir les coûts d'un régime alimentaire plus diversifié et plus sain.

b) L'inclusion d'initiatives d'éducation alimentaire et nutritionnelle qui permettent de favoriser les changements d'habitudes alimentaires chez la population, et qui ont donné des résultats positifs en matière de diminution de l'indice de masse corporelle et de la consommation d'aliments peu sains, surtout dans les écoles<sup>30</sup>.

---

(Source: <https://rimisp.org/noticia/pequenos-agricultores-y-supermercados-buscan-alianzas-para-mejorar-venta-de-productos-nacionales-en-ecuador/>, le 12 juin 2017).

<sup>28</sup> On estime qu'il existe environ 291 marchés de gros ou de détail dans la région. FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. op. cit.

<sup>29</sup> À cette fin, dix pays de la région ont intégré le réseau des systèmes publics d'approvisionnement et de commercialisation d'aliments pour la région Amérique latine et Caraïbes.

<sup>30</sup> Mancipe Navarrete, J., García Villamil, S., Correa Bautista, J., Meneses-Echávez, J., González-Jiménez, E. et Schmidt-Riovalle, J. 2015. *Efectividad de las intervenciones educativas realizadas en América Latina para la prevención del sobrepeso y obesidad infantil en niños escolares de 6 a 17 años: una revisión sistemática* (Révision systématique de l'efficacité des interventions éducatives réalisées en Amérique latine pour la prévention de l'excès pondéral et de l'obésité infantile chez les enfants scolarisés de 6 à 17 ans.). Dans *Nutrición Hospitalaria*, 31 (1), 102-114.

c) L'élaboration de recommandations alimentaires, qui sont des instruments validés et très répandus quand il s'agit de promouvoir des habitudes alimentaires plus saines, même s'il est nécessaire d'augmenter et d'améliorer leur utilisation aussi bien dans l'éducation alimentaire et nutritionnelle, que pour étayer les politiques et les programmes<sup>31</sup>.

d) La réglementation de la vente, de l'emballage et de la publicité des aliments à forts taux de sucre, de graisse ou de sel, afin d'en réduire la consommation. Actuellement dans la région, six pays<sup>32</sup> ont mis en place des lois et des règlements sur la publicité des produits destinés aux mineurs, neuf pays ont adopté des règlements en vue de l'étiquetage frontal des aliments<sup>33</sup> et cinq pays<sup>34</sup> ont réglementé et/ou interdit la vente des produits en question dans les écoles<sup>35</sup>.

---

<sup>31</sup> FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. *op. cit.*

<sup>32</sup> Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Uruguay.

<sup>33</sup> Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Paraguay et Uruguay.

<sup>34</sup> Chili, Costa Rica, Panama, Pérou et Uruguay.

<sup>35</sup> FAO et OPS (Organisation panaméricaine de la santé). 2017b. *op. cit.*